

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

En 2013, la croissance du PIB réel au Québec s'est renforcée à 1,2 %, soit un rythme plus élevé que ce qui était prévu en novembre dernier (0,9 %). Pour 2014 et 2015, la croissance devrait s'accroître, pour se situer à 1,9 %, dû au raffermissement attendu de la croissance aux États-Unis et au dollar canadien qui continue de se déprécier, favorisant les exportations.

Le marché du travail au Québec demeure sur une tendance positive. Après la création de 30 800 emplois en 2012, il s'est créé 47 800 emplois en 2013. En 2014, une augmentation de 44 800 emplois est attendue.

Le taux de chômage devrait continuer à diminuer, passant de 7,6 % en 2013 à 7,4 % en 2014 et à 7,2 % en 2015.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC

(variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2013	2014	2015
Produit intérieur brut réel	1,2	1,9	1,9
Exportations	3,5	3,0	3,2
Indice des prix à la consommation	0,7	1,5	2,1
Mises en chantier (en milliers d'unités)	37,8	36,4	35,4
Création d'emplois (en milliers)	47,8	44,8	42,0
Taux de chômage (en %)	7,6	7,4	7,2
Marchés financiers canadiens (en %)			
Taux cible du financement à un jour	1,0	1,0	1,4
Bons du Trésor du Canada – 3 mois	1,0	1,0	1,4
Obligations du Canada – 10 ans	2,3	3,2	4,0
Dollar canadien (en cents américains)	96,6	89,6	93,3

ÉVOLUTION DE LA SITUATION BUDGÉTAIRE

Le budget 2014-2015 vient confirmer les objectifs budgétaires établis lors de la mise à jour économique et financière de novembre 2013, soit :

- des déficits anticipés de 2,5 milliards de dollars en 2013-2014 et de 1,75 milliard de dollars en 2014-2015;
- l'équilibre budgétaire en 2015-2016, grâce à la poursuite d'une gestion rigoureuse des dépenses;
- éviter d'avoir recours à des hausses d'impôts ou de taxes;
- la mise en œuvre des priorités économiques, par l'entremise de la Politique économique Priorité emploi.

La gestion rigoureuse des dépenses publiques se poursuit. Le niveau des dépenses de programmes pour 2013-2014 est maintenu au niveau prévu en mars 2013. La croissance des dépenses de programmes est maintenue à 2,0 % en 2014-2015 et pour les deux années suivantes.

MAINTIEN DES OBJECTIFS DE RÉDUCTION DE LA DETTE ET VERSEMENTS ADDITIONNELS AU FONDS DES GÉNÉRATIONS À COMPTER DE 2016-2017

Les objectifs de réduction de la dette pour 2025-2026 sont maintenus, soit 45 % du PIB pour la dette brute et 17 % du PIB pour la dette représentant les déficits cumulés. Le présent budget confirme aussi les versements additionnels de 425 M\$ par année au Fonds des générations, à compter de 2016-2017, pour compenser l'augmentation de la dette découlant des déficits en 2013-2014 et en 2014-2015.

CADRE FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(en millions de dollars)

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Revenus budgétaires	69 817	71 583	74 621	77 071	79 465	81 823
Dépenses budgétaires						
Dépenses de programmes	-63 825	-65 132	-66 442	-67 802	-70 033	-72 226
Service de la dette	-8 510	-8 601	-8 685	-8 971	-9 107	-9 285
Total des dépenses budgétaires	-72 335	-73 733	-75 127	-76 773	-79 140	-81 511
Entités consolidées⁽¹⁾	1 215	1 696	1 818	2 443	3 010	3 445
Provisions pour éventualités	-125	—	-200	-400	-400	-400
Écart à résorber	—	—	530	—	—	—
SURPLUS (DÉFICIT)	-1 428	-454	1 642	2 341	2 935	3 357
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE						
Versements des revenus dédiés au Fonds des générations	-1 072	-1 296	-1 642	-1 916	-2 510	-2 932
Versements additionnels au Fonds des générations	—	—	—	-425	-425	-425
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽²⁾	-2 500	-1 750	—	—	—	—

(1) Sont inclus les ajustements de consolidation pour les organismes autres que budgétaires et fonds spéciaux.

(2) Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DE 2013-2014 À 2016-2017

(en millions de dollars)

	2013-2014 ^P			2014-2015 ^P	2015-2016 ^P	2016-2017 ^P
	Le point Novembre 2013	Révisions	Programme révisé			
FONDS GÉNÉRAL						
Besoins (surplus) financiers nets ^{(1),(2)}	2 669	-33	2 636	2 649	1 310	393
Remboursements d'emprunts	4 641	103	4 744	7 597	7 059	10 679
Utilisation du Fonds des générations pour rembourser des emprunts venant à échéance	-1 000	—	-1 000	—	—	—
Variation de l'encaisse ⁽³⁾	-3 485	—	-3 485	-4 421	—	—
Dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite	500	500	1 000	—	—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽⁴⁾	-84	-800	-884	—	—	—
Contributions additionnelles au Fonds d'amortissement afférent à des emprunts	3 538	—	3 538	—	—	—
Sous-total	6 779	-230	6 549	5 825	8 369	11 072
Financement réalisé par anticipation	—	4 421	4 421	—	—	—
FONDS GÉNÉRAL	6 779	4 191	10 970	5 825	8 369	11 072
FONDS DE FINANCEMENT	7 683	-299	7 384	8 554	7 255	7 094
Sous-total – Fonds général et Fonds de financement	14 462	3 892	18 354	14 379	15 624	18 166
FINANCEMENT-QUÉBEC	1 000	—	1 000	1 000	1 000	1 000
TOTAL	15 462	3 892	19 354	15 379	16 624	19 166
Dont : remboursements d'emprunts ⁽⁵⁾	9 615	103	9 718	12 261	10 144	14 995

P : Résultats préliminaires sur la base des emprunts réalisés ou négociés au 12 février 2014 pour 2013-2014 et prévisions pour les années subséquentes.

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

(1) Les montants excluent les besoins financiers nets des entités consolidées qui sont financés par l'entremise du programme de financement du Fonds de financement.

(2) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du FARR et des fonds dédiés aux avantages sociaux futurs.

(3) Correspond aux emprunts réalisés par anticipation de l'année précédente.

(4) Dans le cadre de sa politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contrepartistes, le gouvernement débourse ou encaisse des montants à la suite des mouvements des taux de change. Ces montants n'ont pas d'effet sur la dette.

(5) Sont compris les remboursements d'emprunts du fonds général, du Fonds de financement et de Financement-Québec.

Les emprunts réalisés au cours de l'exercice 2013-2014 devraient s'élever à 19,4 G\$, soit :

- 12,5 G\$ par des émissions publiques;
- 5,5 G\$ par des emprunts privés;
- 1,4 G\$ par d'autres types d'emprunts.

En 2013-2014, le gouvernement a réalisé 16,4 % de ses emprunts sur les marchés étrangers, soit :

- un emprunt de 65 millions d'euros (88 M\$ canadiens) en juin 2013;
- un emprunt de 1 000 millions d'euros (1 358 M\$ canadiens) en juillet 2013;
- un emprunt de 1 000 millions d'euros (1 485 M\$ canadiens) en janvier 2014;
- un emprunt de 200 millions de francs suisses (244 M\$ canadiens) en février 2014.

Pour les emprunts réalisés en 2013-2014, 40,6 % avaient une échéance de moins de 10 ans, 39,0 % avaient une échéance de 10 ans et 20,4 % avaient une échéance de 30 ans et plus.

Le gouvernement a effectué des emprunts par anticipation d'un montant de 4,4 G\$ au cours de l'année 2013-2014.

Le programme de financement devrait s'élever à 15 379 M\$ en 2014-2015, à 16 624 M\$ en 2015-2016 et à 19 166 M\$ en 2016-2017.

Au 31 mars 2014, l'échéance moyenne de la dette devrait s'établir à environ 11 ans.

COTES DE CRÉDIT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Agence	Cote	Perspective
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	A+	Stable
DBRS	A (high)	Stable
Fitch	AA-	Négative
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable

SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.

www.finances.gouv.qc.ca

Publié par le ministère des Finances et de l'Économie :
12, rue Saint-Louis
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 691-2250
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : info@mfeq.gouv.qc.ca

Finances
et Économie

Québec

